

## Document d'Information Clé pour l'Investisseur (DICI)

# Excellentia World Opportunities

Ce document a pour vocation de vous permettre de décider si ce Fonds Interne est adapté à vos objectifs et à votre situation personnelle. Veuillez lire attentivement ce document pour bien comprendre le type d'investissement dans lequel vous vous engagez. Conservez-le pour vous y référer ultérieurement. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel.

Le Fonds Interne décrit ci-dessous est la propriété de Private Estate Life. Il servira d'actif sous-jacent pour votre Contrat. La fiscalité du contrat est en principe celle du pays de résidence du souscripteur.

Private Estate Life, seule, a la responsabilité de nommer le gestionnaire d'actif du Fonds Interne et la banque dépositaire auprès de laquelle les actifs sous-jacents sont conservés.

Nom du fonds interne	Excellentia World Opportunities
Catégorie du Fonds Interne (A, B, C D ou N):	Fonds interne collectif d'assurance de type N, <b>sans garantie de rendement ou de capital</b>
Devise de référence	EUR
Benchmark:	100% MSCI AC World Index Daily Net TR EUR

### Gestionnaire

Andbank Asset Management Luxembourg– 7A Rue Robert Stümper – L-2557 Luxembourg

### Objectif d'investissement

L'objectif du fonds est d'obtenir, sur la durée de placement recommandée, une performance à long terme à travers une gestion dynamique et une exposition majoritaire aux actions internationales. A cette fin, l'allocation d'actifs pourra couvrir toutes les classes d'actifs ainsi que tous les secteurs d'activités et zones géographiques en fonction des opportunités du marché.

Le fonds investira essentiellement dans des parts de fonds communs de placement mais pourra également investir dans des lignes directes en obligations et actions, en instruments monétaires et ETF conformes à la Directive 2009/65/EC dans le respect des règles et limites d'investissement définies dans l'Annexe 1 de la lettre circulaire 08/1 du Commissariat aux Assurances, et dans le respect des limites suivantes :

- Pas d'investissement dans des dérivés, fonds alternatifs simples, ni dans des fonds immobiliers, ni dans des fonds domiciliés en dehors de la zone A de l'OCDE.

Le fonds pourra investir sans limite dans des parts d'OPCVM monétaires conformes à la Directive 2009/65/EC et jusqu'à 20% de son actif dans des dépôts monétaires.

Les rétrocessions éventuellement perçues sur les fonds sous-jacents seront réinvesties dans le fonds.

Les actifs du fonds sont évalués sur la base de la valeur liquidative publiée par les fonds sous-jacents et sur la valeur de marché des autres instruments financiers composant le portefeuille. La valeur liquidative du fonds est publiée en euros.

**La valeur de l'UC reste sujette aux fluctuations du marché et n'est donc pas garantie.** Cette valeur dépendra essentiellement de l'évolution des actifs sous-jacents. **Le risque financier est donc entièrement supporté par le souscripteur.**

Le fonds est un fonds interne collectif d'assurance libellé en unités de compte, sans aucune garantie de rendement de la part de l'assureur comme défini dans l'article 5 de la lettre circulaire 08/1 du Commissariat aux Assurances de Luxembourg. Le fonds est géré en conformité avec les règles et les limites d'investissement définies dans l'article 5.1 de la lettre circulaire en rapport avec les fonds internes collectifs.

Toute modification notable de la politique d'investissement ou clôture du fonds ne sera possible qu'aux conditions définies par le Commissariat aux Assurances dans sa lettre circulaire 08/1 telles que prévues aux conditions générales du contrat de référence, moyennant information préalable obligatoire des preneurs d'assurance concernés.

## Profil de l'investisseur

Ce fonds s'adresse à des investisseurs à long terme, ayant un horizon d'investissement d'au moins huit ans et qui visent une croissance du capital.

## Horizon d'investissement

8 ans et plus

## Caractéristiques générales

Banque dépositaire	RBC – 14 Porte de France – L-4360 Esch-Sur-Alzette
Autorité de surveillance	Commissariat Aux Assurances (CAA)
Limite d'investissement	100%
Type de parts	Capitalisation
Valeur de l'UC	La VNI du fonds reste sujette aux fluctuations du marché et pourra évoluer à la hausse comme à la baisse
Modalité de rachat de l'UC	Le rachat de parts se fera conformément aux conditions du contrat de référence.
Valeur initiale de l'UC	100 EUR à la date de lancement
Date de lancement	17 septembre 2014
Publication de la VNI	La VNI est consultable sur le site sécurisé yourassets via <a href="http://www.privateestatelife.com">www.privateestatelife.com</a>
Valorisation	Quotidienne
Frais de gestion du fonds	1,65%. Ces frais sont déjà compris dans le calcul de la VNI. Les frais de transactions éventuels sont à charge du fonds.

## Frais de gestion du contrat

Les frais de gestion du contrat, tels que prévus aux conditions générales ou spéciales du contrat de référence, sont également applicables pour les investissements dans ce fonds, sous les précisions suivantes:

**Dans les contrats Ducat**, la rétrocession annuelle de 1,20% sous forme d'unités de compte supplémentaires n'est pas applicable.

**Dans les contrats Wylymac**, la rétrocession de 30% des sommes prélevées en cours d'année au titre des frais de gestion n'est pas applicable.

**Dans les contrats SpreadWinx**, la restitution par l'assureur à compter de la 6ème année d'une partie des frais de gestion prélevés, dans le cas des contrats régis par les conditions générales et les conditions spéciales en vigueur avant le 15/04/2006, n'est pas applicable pour l'épargne investie dans ce fonds. L'investissement dans ce fonds, dans le cadre des contrats régis par les conditions générales en vigueur avant le 01/06/2004, rend d'office caduque la garantie décès offerte au sein du contrat.

## Profil de risque

Ce fonds interne n'offre pas de protection du capital et/ou ne donne pas droit à l'investisseur à une prime de quelque sorte que ce soit, telle qu'une participation aux bénéfices de Private Estate Life. Il est lié à des instruments financiers, et les investisseurs peuvent voir la valeur de leur investissement fluctuer à la hausse comme à la baisse. Si les conditions de marché sont défavorables, les investisseurs peuvent perdre tout ou partie du capital investi. Les investisseurs peuvent également avoir un retour sur investissement inférieur au capital investi. Ce fonds interne est proposé à titre de support financier d'un contrat d'assurance vie ou de capitalisation Private Estate Life.

La section suivante détaille les risques auxquels les investisseurs peuvent être exposés. Nous vous demandons de la lire attentivement.

Cette section doit être lue en complément des sections « Politique d'investissement » et « Allocation d'actifs », afin de bien comprendre le type de titres/actifs dans lesquels ce fonds interne est susceptible d'investir et les risques qu'ils présentent. Nous vous recommandons de rechercher des conseils financiers auprès d'un conseiller qualifié compétent et indépendant si vous avez des doutes sur les risques pouvant découler des investissements réalisés dans le cadre de ce fonds interne.

Risque faible Risque élevé

← →

Rendement généralement plus faible Rendement généralement plus élevé

0	1	2	3	4	5	6
---	---	---	---	---	---	---

Niveau de risque du fonds interne à la date de lancement (entre 0 et 6): 3

### Risque de volatilité

La volatilité est inhérente à tous les marchés financiers. La performance passée ne doit en aucun cas être considérée comme un indicateur de performances futures.

### Risques liés aux devises

Les conversions en monnaies étrangères ou le transfert depuis certains marchés des produits de la vente de titres ne peuvent en aucun cas être garantis.

Les investisseurs peuvent être exposés au risque de change si ce portefeuille personnalisé investit dans des titres libellés dans une devise de référence différente de celle de ce portefeuille personnalisé. De tels risques peuvent être couverts.

Des fluctuations liées aux taux de change peuvent également survenir entre la date de transaction et la date à laquelle la devise est acquise pour honorer les obligations de règlement.

### ☒ Concentration de portefeuilles

Des portefeuilles d'actifs concentrés sur des secteurs géographiques, économiques ou les deux à la fois peuvent accuser des pertes importantes en cas de replis du marché affectant les secteurs sur lesquels ils ont été concentrés. Cette situation peut aboutir à une érosion significative du capital, voire à une perte totale de celui-ci. Des portefeuilles d'actifs concentrés ont plus de risques d'être affectés par certaines conditions de marché que des portefeuilles d'actifs diversifiés.

### ☒ Risques liés aux pays émergents

Dans de tels pays, l'environnement légal, judiciaire et réglementaire est encore en phase de développement, ce qui peut engendrer des incertitudes à la fois pour les participants locaux et leurs homologues étrangers. Une exposition à des investissements sur de tels marchés convient aux investisseurs qui comprennent les risques encourus. Les pratiques comptables peuvent également être radicalement différentes. En règle générale, l'expression « pays émergents » désigne des pays autres que les États-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les pays d'Europe de l'Ouest.

## ☒ Risques liés aux actions

Les actions s'accompagnent d'un niveau de risques élevé. Elles sont traditionnellement plus volatiles que l'investissement dans des obligations et/ou des instruments de marché monétaire. En outre, l'investissement dans des actions à faible ou moyenne capitalisation peut comporter des risques importants. Dans le présent document, « small-cap » ou « mid-cap » s'entend pour des sociétés à capitalisation faible ou moyenne. La valeur de tels investissements réalisés dans des structures à capitalisation moyenne et/ou faible peut davantage varier en valeur que les actions émises par des entités plus importantes. Hormis lorsque cela est précisé, il est admis que le portefeuille personnalisé peut investir dans tous types d'actions, notamment à capitalisation faible et/ou moyenne.

## ☒ Risques liés aux obligations / titres de créance

Les investissements dans des titres comme les obligations peuvent être influencés par la prise en compte de la qualité de la notation ou l'évolution des taux d'intérêt en vigueur. L'émetteur d'une obligation, qu'il s'agisse d'un État, d'un gouvernement ou d'une de ses agences, d'une agence gouvernementale locale, d'un organisme national ou supranational ou d'une société, peut manquer à ses obligations en n'effectuant pas les paiements dus, c'est-à-dire en ne remboursant pas la dette et ses intérêts dans les délais prévus, ce qui peut avoir des conséquences négatives sur la valeur des titres de créance. Ces derniers sont particulièrement sensibles aux variations de taux d'intérêt et leurs cours peuvent donc afficher une forte volatilité. Si les taux d'intérêt augmentent, la valeur d'un investissement dans de tels titres aura généralement tendance à baisser. À l'inverse, si les taux d'intérêt chutent, la valeur des investissements aura généralement tendance à augmenter. En outre, plus des titres de créance sont sensibles aux taux d'intérêt, plus ils auront tendance à produire des rendements élevés, mais plus ils seront sujets à des fluctuations de valeur.

### Considérations propres aux obligations à rendement élevé

Les investissements dans les titres de créance sont soumis au risque de taux d'intérêt, aux risques spécifiques aux secteurs et aux titres considérés, ainsi qu'au risque de crédit. Comparées aux investissements dans les obligations de qualité, les obligations à rendement élevé sont moins bien notées et offrent donc des rendements plus élevés pour compenser une solvabilité grevée par un risque accru de défaut de paiement par l'entité qui les a émises.

## ☒ Risques liés aux Instruments Financiers Dérivés (IFD)

Du fait du niveau peu élevé de dépôts de garantie généralement requis lors d'opérations portant sur des instruments financiers dérivés, il n'est pas rare que celles-ci présentent un important effet de levier. À cet égard, il est rappelé aux investisseurs qu'une variation, même faible, du prix d'un contrat dérivé peut engendrer des pertes importantes pour les investisseurs, qui peuvent même dépasser le montant investi. Il existe plusieurs types d'IFD, et vous trouverez une description de certains des instruments financiers les plus courants ci-dessous, ainsi qu'une description des risques qu'ils comportent. Les IFD sont utilisés à des fins de couverture, pour se prémunir contre un risque identifié. Les risques ne peuvent pas être systématiquement couverts. Ils sont également utilisés à des fins de gestion efficace de portefeuille. Si le fonds interne dans lequel vous êtes investi n'utilise pas directement les IFD, il est possible que vous soyez tout de même exposé indirectement à ces instruments si le fonds interne investit dans des OPCVM, OPC ou produits structurés. Il peut s'ensuivre une érosion du capital, voire même une perte totale du capital investi dans ces OPCVM, OPC ou produits structurés.

### Instruments Financiers Dérivés - Warrants

Un warrant peut être considéré comme le droit de souscrire des titres. C'est un droit limité dans le temps, qui peut être exercé auprès de l'émetteur original des titres sous-jacents. Comme pour une majorité d'IFD, une variation relativement faible du prix du titre sous-jacent peut provoquer une variation disproportionnellement élevée du prix du warrant, dans un sens favorable à l'investisseur ou défavorable à l'investisseur. Les prix des warrants sont donc considérés comme extrêmement volatiles. Les investissements dans des warrants peuvent aboutir à des pertes bien supérieures au montant initialement investi pour les acquérir. Veuillez lire attentivement les objectifs d'investissement ainsi que l'allocation d'actif standard indiqués dans ce document pour voir s'il est possible que vous soyez exposé directement ou indirectement à des warrants, car de tels IFD sont très fréquemment utilisés dans les OPCVM, OPC et produits structurés. Les warrants peuvent être négociés de gré à gré, ce qui peut accroître encore davantage leur volatilité.

### Instruments Financiers Dérivés - Contrats à terme et Options

#### a) Contrats à terme

Les transactions de contrats à terme donnent lieu à l'obligation de recevoir ou de livrer l'actif sous-jacent du contrat à une date ultérieure prédéfinie, ou, dans certaines circonstances, de liquider la position en espèces. Les risques découlant de telles transactions sont particulièrement élevés. Du fait de l'effet de levier que comportent généralement ces transactions, un dépôt d'un montant faible peut aboutir à des pertes massives, mais également à des gains conséquents. Cela implique également qu'une variation relativement faible peut aboutir à une variation bien supérieure à la valeur de l'investissement, au profit ou au détriment des investisseurs. Les contrats à terme comportent ce que l'on appelle des passifs éventuels (« contingent liabilities »), comme les dépôts de garantie obligatoires.

#### b) Options

Il existe de nombreux types d'options. Chacun à ses caractéristiques propres. Ils sont tous soumis aux conditions suivantes :

- i) L'achat d'options implique moins de risques que leur vente, car dans ce dernier cas l'investisseur n'a qu'à laisser l'option expirer. La perte maximale se limite donc à la prime versée plus les commissions et/ou frais de transactions. Les options d'achat adossées à un contrat à terme aboutiront à l'acquisition du contrat à terme, de sorte que les risques liés aux contrats à terme et aux passifs éventuels (« contingent liabilities ») s'appliqueront.
- ii) La souscription d'options peut engendrer une responsabilité illimitée. Dans de telles circonstances, les investisseurs peuvent être tenus de verser des appels de marge pour maintenir leurs positions et les pertes auxquelles ils s'exposent peuvent être bien supérieures à la prime versée/reçue. Les souscripteurs d'options acceptent l'obligation légale d'acheter ou de vendre les actifs sous-jacents des options si celles-ci sont exercées. Les investisseurs qui détiennent un actif sous-jacent qu'ils ont convenu de vendre par contrat courent moins de risques, et l'option est dite « couverte ». Si la partie qui souscrit l'option ne détient pas le titre auquel l'option est adossée, cette dernière est dite « non couverte » et les pertes peuvent être illimitées.
- iii) Sur certaines Bourses, les participants peuvent se voir proposer des « options traditionnelles ». Un tel nom peut être trompeur, car ces options s'accompagnent de risques supérieurs à d'autres options. Un double cours n'est généralement pas coté et il n'existe pas de marché boursier sur lequel liquider une telle position. La valeur de telles options et l'exposition au risque qu'elles entraînent peuvent être difficiles à déterminer. Certains marchés d'options peuvent fonctionner sur la base d'une marge. Le cas échéant, les investisseurs ou acheteurs peuvent payer uniquement une portion de la prime alors que la marge peut être appelée à concurrence de cette prime. L'impossibilité de faire face à une telle situation peut aboutir à la liquidation de la position concernée.

#### c) Contrat sur différence (« Contracts for differences » ou « CFD »)

Les contrats à terme et options peuvent également être appelés « CFD ». Ces derniers sont traditionnellement fondés sur des indices, devises et swaps de taux d'intérêt. Cependant, différence importante existe car de tels contrats peuvent uniquement être réglés en espèces. De tels investissements comportent les mêmes risques que les contrats à terme et options.

#### d) Passifs éventuels (« Contingent liabilities »)

Dans le cadre des transactions donnant lieu à des passifs éventuels (« contingent liabilities ») soumises à des appels de marge, l'investisseur effectue une série de paiements pour régler le prix d'achat au lieu de payer la totalité dudit prix immédiatement. Cette pratique est courante pour la vente de contrats à terme, de CFD et d'options. Si l'investisseur n'est pas en mesure de poursuivre les paiements, la position est dénouée. Des variations de marché négatives peuvent conduire les investisseurs à payer une marge supplémentaire dans un délai très court pour conserver leur position. Si une position est liquidée en raison du non-paiement d'appels de marge, l'investisseur est responsable de la perte qui pourrait en résulter.

### **☒ Risques liés aux fonds d'investissement**

Les fonds d'investissement peuvent être constitués sous des formes juridiques très différentes. Les fonds sont classés en tant qu'OPCVM s'ils sont conformes aux exigences de la directive européenne 2009/65/CE ou en tant qu'OPC s'ils ne remplissent pas les conditions de cette même directive. Les investissements dans des fonds peuvent impliquer des risques et le nom d'un fonds peut ne pas refléter sa politique et ses objectifs d'investissement. En outre, les fonds qui remplissent les conditions de la directive européenne 2009/65/CE peuvent investir dans des IFD. Les fonds ayant qualité d'OPCVM qui utilisent la méthode de « l'engagement » pour gérer leur exposition aux IFD sont considérés comme des investissements moins risqués que ceux qui utilisent la méthode de la « valeur sous risque » (« Value at Risk »). Les OPC ne sont pas aussi réglementés que les OPCVM et peuvent investir dans des actifs très volatiles comme des titres privés ou non cotés, l'immobilier et des produits structurés. Les fonds alternatifs sont des OPC. Les OPC utilisent fréquemment des IFD pour constituer des positions « courtes » ou « longues » sur des titres. Les investissements dans des fonds peuvent entraîner une érosion du capital, voire une perte totale du capital investi.

## □ Risques liés aux fonds alternatifs/fonds de couverture (« hedge funds »)

Lorsque la politique d'investissement et l'allocation d'actif standard mentionnent des investissements potentiels dans des fonds alternatifs et/ou fonds de couverture (« hedge funds »), l'investisseur doit lire attentivement ce chapitre pour bien comprendre les risques qui émanent de tels investissements. Les techniques de gestion adoptées par les fonds alternatifs et/ou fonds de couverture (« hedge funds ») impliquent le recours à des IFD complexes, notamment (sans s'y limiter) à l'effet de levier ou à la vente à découvert via l'utilisation d'IFD. De telles techniques peuvent accroître le risque de volatilité et d'érosion du capital et/ou de perte de la totalité du capital investi.

### Risques liés à certaines techniques de gestion

Les techniques de gestion décrites ci-dessous constituent des techniques de gestion courantes pour les fonds alternatifs et/ou fonds de couverture. Cependant, certains fonds conformes à la directive OPCVM et/ou OPC ont également recours à ces techniques.

- **Vente à découvert:** Certains fonds d'investissement et/ou compartiments peuvent constituer des positions courtes sur un titre. Pour ce faire, ils utilisent des IFD, lorsque le Gestionnaire du fonds anticipe une baisse de la valeur du titre sur le marché ouvert. Le risque de perte associé à de tels investissements est sans commune mesure avec celui lié à un investissement en espèces dans un titre. Dans le premier cas, le risque est illimité, car il n'y a potentiellement aucune limite au prix qu'un titre peut atteindre, tandis que dans le second, il se limite au montant investi. L'évolution de la réglementation peut également entraîner des restrictions liées à de tels investissements, ce qui peut avoir un impact négatif sur les rendements perçus par les investisseurs.
- **Accord de mise en pension (« Reverse Purchase Agreements »):** Un tel accord est un accord aux termes duquel un fonds d'investissement agissant en tant que « vendeur » se voit octroyer un droit de rachat. En cas de défaillance ou de liquidation de la contrepartie auprès de laquelle des garanties ont été déposées, il existe un risque élevé que la valeur de la garantie déposée auprès de la contrepartie en défaut de paiement soit bien plus importante que le montant perçu en espèces. D'importantes positions de ce type ainsi qu'une durée d'investissement importante dans ce type de contrats/accords peuvent entraîner des retards dans le dénouement des positions ainsi constituées et empêcher le fonds de faire face à ses obligations de livraison dans le cadre de la vente de titres ou à ses obligations de paiement découlant des demandes de rachat.
- **Accords de prise en pension (« Reverse Repurchase Agreements »):** Un tel accord est un accord aux termes duquel un fonds d'investissement agissant en tant qu'« acheteur » se voit octroyer un droit de rachat. En cas de défaillance de la contrepartie auprès de laquelle des espèces ont été déposées, il existe un risque que la valeur de garantie reçue soit inférieure au montant d'espèces placé en raison de facteurs tels qu'une évaluation erronée de la garantie, des variations de marché négatives pour la valeur de la garantie, une détérioration de la notation de l'émetteur de la garantie ou l'illiquidité du marché sur lequel la garantie est négociée. L'immobilisation d'espèces dans des transactions de taille ou durée importantes, des retards dans le recouvrement d'espèces placées ou la difficulté à liquider une garantie peuvent restreindre la capacité du compartiment à faire face aux demandes de rachat ou aux achats de titres du fonds.
- **Prêt de titres (« Securities Lending »):** Le prêt de titres implique un risque de contrepartie, notamment le risque que les titres prêtés ne puissent pas être rendus ou rendus à temps en cas de défaillance de l'emprunteur, et que les droits à la garantie soient perdus en cas de défaillance de l'agent emprunteur. Si l'emprunteur de titres n'est pas en mesure de rendre les titres prêtés par un compartiment, il existe un risque que la garantie reçue soit réalisée à une valeur inférieure à celle des titres prêtés, en raison de facteurs tels qu'une évaluation erronée de la garantie, des variations de marché négatives pour la valeur de la garantie, une détérioration de la notation de l'émetteur de la garantie ou l'illiquidité du marché sur lequel la garantie est négociée. Comme un compartiment peut réinvestir la garantie en espèces perçue auprès d'emprunteurs, il existe un risque que la valeur de rémunération de la garantie en espèce réinvestie devienne inférieure au montant dû à ces emprunteurs. Des retards dans la restitution de titres prêtés peuvent restreindre la capacité du compartiment à remplir ses obligations dans le cadre de la vente de titres ou ses obligations de paiement découlant des demandes de rachat.

## □ Risques liés aux fonds immobiliers

Les fonds immobiliers peuvent être très sensibles aux fluctuations de marché. En outre, ils sont traditionnellement concentrés sur certains secteurs immobiliers et/ou géographiques. La volatilité peut être très élevée. L'érosion du capital et/ou une perte totale du capital investi doivent être envisagées.

### □ Risques liés aux « private equities »/actifs non cotés

Les « private equities »/actifs non cotés comportent des risques très élevés. Les investisseurs peuvent perdre le capital investi sans possibilité de recouvrer tout ou partie des montants investis. Les « private equities »/actifs non cotés sont souvent négociés de gré à gré, selon des modalités convenues par les deux parties contractantes. Ils sont d'autre part souvent illiquides et les investisseurs doivent savoir que cela peut empêcher de réaliser des transactions normalement autorisées par les contrats d'assurance vie et de plan de pension, telles qu'un rachat partiel, un rachat total, une mise en garantie ou des avances sur contrat. Les « private equities »/actifs non cotés et les fonds d'investissement qui investissent dans de tels actifs peuvent être réservés aux « investisseurs qualifiés ». Par ailleurs, des retards dans la réalisation des actifs peuvent survenir en cas de rachat ou si l'investisseur ou ses héritiers introduisent une demande de règlement au titre de la prestation décès prévue au contrat. En outre, la négociation de tels actifs, généralement illiquides, peut nécessiter le recours à un CDS (*Credit Default Swap*).

En cas de défaillance de l'une des parties, les participants peuvent perdre la totalité des montants investis et les recours dont ils disposeront pour tenter de recouvrer tout ou partie de leur investissement seront limités. Les investisseurs dans des fonds internes dont la politique d'investissement fait état d'investissements dans des « private equities »/actif non cotés doivent s'adresser à un conseiller indépendant pour déterminer si un tel investissement leur convient.

### □ Risques liés aux produits structurés

Les investissements dans des produits structurés peuvent comporter des risques accrus par rapport à ceux découlant des investissements directs dans les actifs sous-jacents. Les fonds internes qui investissent dans des produits structurés sont exposés non seulement aux variations de la valeur de l'actif sous-jacent, notamment (mais sans s'y limiter) aux risques liés aux indices de devises (ou aux « paniers » de devises), d'actions, d'obligations, de matières premières ou autres indices concernés, mais également au risque que l'émetteur du produit structuré se retrouve en situation de défaut de paiement ou en faillite. Les investisseurs peuvent être exposés au risque de perdre leur capital ainsi que les paiements périodiques devant être reçus pendant la durée de leur investissement dans les produits structurés affectés. En outre, il est possible qu'il n'existe pas de marché secondaire liquide pour les produits structurés et rien ne garantit qu'un tel marché se développe. En cas d'absence de marché secondaire liquide, il sera plus difficile pour les investisseurs de vendre les produits structurés qu'ils détiennent. Les produits structurés peuvent également comporter un effet de levier qui peut rendre leurs prix plus volatils et faire chuter leur valeur en deçà de la valeur de l'actif sous-jacent.

En outre, de tels investissements peuvent entraîner une exposition à des CDS, si les parts de produits structurés ne sont pas négociées sur un marché réglementé. Il est possible qu'un CDS ne soit pas toujours disponible, ce qui peut faire obstacle au rachat des investissements dans ces produits structurés.

### ☒ Risques liés aux Swaps

Les fonds internes investiront très rarement dans des Swaps, tels que des CDS, des Swaps de devise et/ou des Swaps de taux d'intérêt. Les Swaps seront utilisés uniquement à des fins de couverture et/ou de gestion efficace de portefeuille. Ils peuvent comporter un niveau de risque élevé et conduire à des pertes allant bien au-delà de l'investissement initial. Cependant, les fonds internes qui investissent dans des « actifs spécifiques » sont plus susceptibles d'être exposés à de tels actifs. Les investisseurs dans d'autres actifs peuvent être indirectement exposés à de tels actifs via les investissements réalisés dans les OPCVM, OPC ou produits structurés.

### Risque inhérent à la négociation de CDS

Le prix d'échange d'un CDS peut être différent de celui de son actif de référence du CDS. Dans des conditions de marché défavorables, la base (différence entre le *spread* sur les obligations et le *spread* sur les CDS) peut être bien plus volatile que les actifs de référence du CDS.

### Répartition des actifs

	Minimum (%)	Maximum (%)
Liquidités	0%	20%
Fonds actions	0%	100%
Fonds obligations	0%	100%
Fonds mixtes	0%	100%
Fonds monétaires	0%	100%



## Avertissement concernant l'investissement dans des fonds de type "alternatifs", immobilier ou à liquidité réduite

Le preneur qui souhaite investir son épargne dans un contrat d'assurance-vie ou de capitalisation lié à un ou plusieurs fonds de type « alternatif » ou immobilier, doit être conscient qu'une telle souscription comporte des risques inhérents à la nature particulière des actifs sous-jacents composant ce type de fonds ou l'indice de référence du fonds. La technique de gestion alternative se distingue des politiques de gestion traditionnelle des fonds classiques de type « action » ou « obligation ». Elle implique l'utilisation d'instruments financiers complexes tels que des leviers ou des ventes à découvert, et le recours à des produits dérivés ou à toutes autres pratiques d'investissement spéculatives susceptibles d'augmenter le risque de perte.

Le preneur est informé que ces fonds peuvent avoir une liquidité réduite. Ces fonds d'investissement sont donc principalement destinés aux preneurs qui déclarent avoir une connaissance approfondie des marchés financiers et qui sont avisés du risque plus élevé de dépréciation de ce type de fonds par rapport à d'autres fonds dits traditionnels.

Par ailleurs, le preneur qui souhaiterait investir son épargne dans des actifs non cotés (actions de sociétés ou de fonds dits de « private equity »), doit être conscient que ce type d'investissement comporte des risques particuliers liés à la nature de ces actifs, qui ne sont pas ou peu liquides (il n'existe pas de marché secondaire reconnu pour ce type d'instruments financiers) et peuvent présenter des incertitudes juridiques et fiscales liées à leur détention au sein d'un contrat d'assurance-vie ou de capitalisation. Pour ces raisons, l'investissement dans ce type d'actifs reste toujours soumis à l'approbation préalable de Private Estate Life.

Le preneur est invité, avant toute décision d'investissement dans ce type d'actifs, à lire attentivement la notice d'information sur les risques financiers encourus figurant en annexe aux Conditions Générales du Contrat, et plus généralement à prendre l'avis de ses conseillers financiers propre à l'éclairer sur les risques encourus et sur les conséquences financières de son choix.

## Information des souscripteurs

Conformément aux dispositions de l'article 5.1.3.1 de la lettre circulaire modifiée 08/1 du Commissariat aux Assurances, le souscripteur qui investit son épargne dans un fonds interne a droit aux informations suivantes:

- le nom du fonds interne ;
- l'identité du gestionnaire du fonds interne ;
- le type de fonds interne au regard de la classification du point 5.1.1 ;
- sa politique d'investissement, y compris sa spécialisation éventuelle à certains secteurs géographiques ou économiques ;
- l'indication quant à la possibilité pour le fonds de détenir des parts de fonds alternatifs ;
- des indications quant au profil de l'investisseur type ou quant à l'horizon de placement ;
- la date de lancement du fonds et le cas échéant sa date de clôture ;
- la performance historique annuelle du fonds pour chacun des cinq derniers exercices ou à défaut depuis la date de lancement ;
- le benchmark que le fonds est censé atteindre ou, à défaut d'une telle référence fixée de façon explicite, un ou plusieurs benchmarks contre lesquels pourront être mesurées les performances du fonds ;
- l'endroit où peuvent être obtenues ou consultées les données relatives à la comptabilité séparée du fonds ;
- les modalités d'évaluation et le cas échéant de publication des valeurs d'inventaire du fonds ;
- les modalités de rachat des parts.

Toutes ces informations figurent dans la présente note d'information (à l'exception de l'indication de la performance historique qui ne sera disponible qu'au cours de la durée de vie du fonds). Elles peuvent être demandées sans frais auprès de l'assureur au moment de l'investissement dans ce fonds. En outre, le souscripteur a le droit de recevoir annuellement sans frais et à sa demande une version à jour de ces informations. En particulier, le souscripteur pourra demander à être informé de la dernière performance annuelle de ce fonds interne.

Private Estate Life tient à la disposition des souscripteurs qui en feraient la demande les données relatives à la comptabilité séparée du fonds.

Private Estate Life fournira également à la demande des souscripteurs des justifications détaillées concernant le calcul de la valeur à l'échéance des actifs structurés auxquels serait lié leur contrat.

Private Estate Life S.A. • 38, Parc d'activités de Capellen • B.P. 110 • L-8303 Capellen  
Tel. (+352) 45 67 30-1 • Fax (+352) 45 67 34  
www.privateestatelife.com • www.pel.lu • info@privateestatelife.lu

Une société du groupe NPG Wealth Management • R.C.S. Luxembourg B 34 402  
Compagnie d'assurance-vie luxembourgeoise placée sous le contrôle du  
Commissariat aux Assurances, 7, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg

